

L'hypothèse RN au cœur des préoccupations européennes

Outre son changement d'attitude face à la Russie, le parti d'extrême droite voudrait revenir sur la mécanique bruxelloise telle qu'elle existe depuis 1957. Et « transformer la Commission en un secrétariat sans pouvoir décisionnaire ».

En privé, l'ex-président du Conseil européen Herman Van Rompuy est catégorique : « *Le sort immédiat de l'Europe se joue en France.* » A Bruxelles, l'ex-Premier ministre belge est loin d'être le seul à s'inquiéter des évolutions politiques au sein de l'Hexagone. Depuis la dissolution de 2024, tout le milieu diplomatique européen s'interroge sur le devenir de l'Union en cas de basculement de la France à l'extrême droite. « *Le risque d'un second tour à la présidentielle de 2027 entre Jordan Bardella et Jean-Luc Mélenchon a été parfaitement identifié par nos partenaires, confirme Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Cela suscite beaucoup de questions sur ce que donnerait le Rassemblement national au pouvoir dès lors que la probabilité d'une victoire de LFI est jugée peu crédible.* »

Enjeu nucléaire

Premier sujet de préoccupation : le soutien à l'Ukraine. Alors que l'Italie de Giorgia Meloni, son allié, a toujours affiché sa solidarité avec Kiev, les positions du RN sont beaucoup moins claires. Car si le parti d'extrême droite condamne l'invasion russe, ses élus s'opposent régulièrement à l'apport d'aides financières et militaires à l'Ukraine, ainsi qu'aux sanctions envers la Russie. Le 11 février encore, Jordan Bardella et les eurodéputés RN ont voté contre le prêt de 90 milliards d'euros en faveur des Ukrainiens, prétextant un mauvais « montage » financier. « *La question de l'attitude de la France face à Vladimir Poutine est majeure pour tous les pays euro-*



péens, note Thierry Pech, directeur du think tank Terra Nova. D'autant que la France est le seul Etat à détenir l'arme nucléaire. » A Berlin en particulier, on s'interroge sur la solidité du parapluie nucléaire tricolore, dessiné par Emmanuel Macron le 2 mars, en cas de victoire du RN en 2027. Pour l'heure, Jordan Bardella et Marine Le Pen se sont contentés d'un communiqué sibyllin qui souligne que « *la France doit contribuer à la sécurité du continent* » mais que « *la dissuasion nucléaire n'a pas vocation à devenir un instrument d'intégration européenne* ».

Au-delà des questions de défense, c'est le fonctionnement même de l'Europe qui risquerait d'être remis

Sommet européen du 19 mars. Le RN entend notamment contester la prééminence des traités européens sur le droit français à travers son projet de loi sur l'immigration.

en cause. « *La France a toujours eu un rôle moteur dans la construction européenne, relève Adina Revol, professeure à Sciences-Po Paris. Si elle était dirigée par Jordan Bardella, tout serait évidemment bloqué.* » Le discours anti-Union européenne est en effet au cœur du logiciel du RN et plusieurs mesures de son programme sont incompatibles avec le droit communautaire. Le parti d'extrême droite entend contester la prééminence des traités européens sur le droit français à travers son projet de loi sur l'immigration. Il compte aussi réduire drastiquement la contribution de la France au Budget européen à hauteur de 8,7 milliards d'euros, soit l'équivalent d'une baisse de

28% en 2026. Pire, en souhaitant « transformer la Commission européenne en un secrétariat sans pouvoir décisionnaire ni initiative législative », le RN reviendrait sur la mécanique bruxelloise telle qu'elle existe depuis... le traité de Rome de 1957. « En réalité, le RN rejette en bloc les institutions communautaires et le principe fondateur que les pays riches paient davantage que les pauvres pour le progrès de la zone dans son ensemble, confie un ancien ambassadeur français. Si son projet était appliqué, cela aboutirait à un Frexit de fait. »

Bluff monétaire

Autre sujet d'étonnement pour les chancelleries : les récentes déclarations de Jordan Bardella concernant la Banque centrale européenne (BCE). Tout en fustigeant la « facture européenne » qualifiée de « gaspillage de l'argent du contribuable », le président du RN espère convaincre la BCE, s'il arrive au pouvoir, de racheter de la dette française pour alléger le fardeau des intérêts. « Cela a été très mal perçu en Allemagne où l'indépendance de la banque centrale est un pilier de notre culture démocratique depuis 1945, pointe un diplomate allemand. Tandis que, sur le plan technique, la proposition de Jordan Bardella

nous a paru très confuse, voire irréaliste. » La BCE, qui est pilotée par les banquiers centraux de tous les pays de la zone euro, ne rachète des dettes d'Etats que dans des circonstances de crise générale ou pour secourir un pays, mais en exigeant des restrictions budgétaires. « De manière générale, il y a une forme de mensonge de la part des dirigeants RN à laisser croire qu'ils pourront imposer leurs vues aux vingt-six autres pays membres, décrypte Thierry Chopin, professeur de sciences politiques à la Sorbonne, alors qu'ils disposent de peu d'alliés et que leur ligne antieuropéenne aura au contraire tendance à les marginaliser. » Un retour au réel qui serait brutal. **Laurent Fargues** ►



Il y a une forme de mensonge de la part des dirigeants RN à laisser croire qu'ils pourront imposer leurs vues aux vingt-six autres pays membres.



Thierry Chopin, professeur de sciences politiques à la Sorbonne.